

<https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/pour-une-mondialisation-du-juste-echange-882210.html>

Pour une mondialisation du juste échange !

Par Bertrand de Kermel (*) | 12/04/2021, 17:11 | 818 mots Lecture 4 min.



OPINION. Les causes du mal être dans nos sociétés sont multiples. La mondialisation économique telle qu'elle a été mise en œuvre depuis 30 ans, a une importante part de responsabilité dans cette situation. (*) Par Bertrand de Kermel, Président du Comité Pauvreté et Politique.

Les discours internationaux du Président de la République française, comme par exemple ceux qui furent prononcés à l'OIT le 12 juin 2019 et à l'ONU 22 septembre 2020, dressent un bilan extrêmement préoccupant de la mondialisation.

Quelques extraits :

« Je crois que la crise que nous vivons peut conduire à la guerre et à la désagrégation de nos démocraties ».

La mondialisation n'a pas de sens, et elle n'est plus sous contrôle. Plus personne ne croit au concept de « mondialisation heureuse ». Nous avons perdu des pans entiers de souveraineté. Les classes moyennes et pauvres sont utilisées comme variables d'ajustement de la mondialisation. Les inégalités sont devenues insoutenables. Elles mettent en cause les fondements de nos démocraties.

Deux livres proposent des réformes

Sur ce sujet hautement sensible, deux livres de très haut niveau sont parus en 2020. Le premier, intitulé « *Le contrat mondial* » est écrit par Denis Payre, fondateur de trois startup internationales. Les deux tiers de cet ouvrage sont consacrés à un bilan chiffré de la mondialisation, rempli d'exemples indéfendables. Le deuxième a pour titre : « *La grande réinitialisation* ». Il est co-écrit par Klaus Schwab, Président fondateur du Forum Economique Mondial de Davos.

Les deux insistent sur les ravages provoqués par les dumpings sociaux et environnementaux, l'évasion fiscale, la corruption à échelle planétaire et le pillage de nos savoir-faire par certains Etats peu scrupuleux. D'où le chômage de masse, les précarités, les déclassements et les inégalités. D'où la société qui n'a plus de repères

Comblent progressivement les écarts de normes sociales et environnementales

La proposition de Denis Payre est la plus simple, la plus efficace, et elle est rapide à mettre en œuvre. Son raisonnement est imparable.

Pour rendre la concurrence loyale et non faussée, il propose de combler les différences de normes sociales et environnementales entre les différents pays du monde, en élevant progressivement les normes les plus basses, et non l'inverse. Avec quel outil ? Denis Payre propose une contribution aux frontières qui sera répartie entre l'Etat exportateur et l'Etat importateur, selon des critères précis qu'il propose et qu'il chiffre. Ces critères tiennent compte notamment du caractère stratégique ou non des produits concernés, du respect réel et vérifiable des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (droits de l'Homme, droit de se syndiquer, suppression du travail forcé etc), et de la pauvreté de certains pays.

Ainsi cette contribution permettra de compenser la déloyauté de la concurrence actuelle, tout en fournissant aux pays en retard les fonds leur permettant de progresser dans les domaines social et environnemental. Le contrôle de l'utilisation de cette contribution est également prévu.

Faire évoluer le capitalisme et restreindre le périmètre de la mondialisation

Examinons maintenant les deux principales propositions de Klaus Schwab. La première consiste à faire évoluer le modèle « capitaliste néolibéral », pour le transformer en « capitalisme des parties prenantes », calqué sur le « capitalisme rhénan », ou encore « l'économie sociale de marché », dans lequel toutes les parties prenantes, dont les salariés, sont pris en compte, et pas seulement les actionnaires.

La deuxième proposition de Klaus Schwab rejoint celle proposée en l'an 2000 par le Prix Nobel de l'Economie Maurice Allais, à savoir la mise en place d'une mondialisation par grandes régions de niveaux de développement sinon identiques du moins comparables. Cela rendrait la concurrence plus loyale, tout en permettant le développement progressif de toutes les grandes régions. En revanche, cette solution semble maintenant très longue et très difficile à mettre en place

Démocratie, souveraineté et mondialisation forte ne feraient pas bon ménage.

Autre point fondamental. Aux pages 120 et suivantes de son livre, Klaus Schwab cite une étude réalisée par Dani Rodrik, économiste de Harvard, qui montre que les trois notions suivantes sont incompatibles entre elles : la démocratie, la souveraineté de l'Etat Nation, et une mondialisation forte. Seules, deux de ces trois notions peuvent être associées. D'autres études vont dans le même sens.

Ainsi la démocratie et l'Etat-Nation cohabitent sans problème si la mondialisation est faible. Si la mondialisation et la démocratie se développent, l'Etat Nation tend à disparaître. Si la mondialisation et l'Etat Nation se développent, la démocratie est condamnée.

La mondialisation forte l'emporte toujours sur l'Etat Nation ou sur la démocratie. Conséquences : le Président Macron déclarait lors du salon Vivatech, le 16 mai 2019 :

« Le modèle économique américain n'est plus sous contrôle démocratique ».

Evidemment, la situation est la même en Europe puisque la mondialisation est forte, et surtout déloyale. On ne pourra pas esquiver ce sujet dans la campagne présidentielle en 2022.

Nous y jouons l'avenir et l'équilibre de notre démocratie.